SECRETARIAT D'ETAT A L'AGRICULTURE

ABONNEMENTS A L'EAU

Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 6 novembre 1964 (2 rejeb 1384), portant règlement des abonnements à l'eau, à usage domestique, dans les centres de Chenini et Nahal.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu le décret du 5 août 1933 (13 rabia II 1352), portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine Public, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret n° 58-342 du 30 décembre 1958 (18 Jomada II 1378), portant réorganisation de certains Secrétariats d'Etat;

Vu l'arrêté du 6 février 1951 (28 rabia II 1370), portant règlement des abonnements à l'eau dans divers centres, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1961 (22 rejeb 1380), relatif au paiement par les abonnés des frais d'établissement de branchements,

Arrête :

ARTICLE UNIQUE. — Des abonnements à l'eau, à usage domestique, pourront être délivrés, dans les centres de Chenini et Nahal, conformément à la législation en vigueur et notamment aux arrêtés susvisés du 6 février 1951 (28 rabia II 1370) et du 10 janvier 1961 (22 rejeb 1380).

Tunis, le 6 novembre 1964

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

ABDELMAJID CHAKER.

VU :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.

SECRETARIAT D'ETAT AUX TRAVAUX PUBLICS ET A L'HABITAT

AERODROME

Arrêté du Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat du 6 novembre 1964 (2 rejeb 1384), portant fermeture de l'aérodrome de Mégrine-les-Salines à la circulation aérienne.

Le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat,

Vu le décret n° 59-201 du 4 juillet 1959 (27 doul hijja 1378), réglementant la navigation aérienne et notamment son article 47;

Vu l'arrêté du 7 février 1955 (14 Jomada II 1371), portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Mégrine-les-Salines;

Arrête :

ARTICLE UNIQUE. — L'Aérodrome de Mégrine-les-Salines est fermé à la circulation aérienne publique.

Tunis, le 6 novembre 1964,

*Le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics
et à l'Habitat,*

AHMED NOURREDDINE.

VU :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.

ASSOCIATIONS COOPERATIVES DE CONSTRUCTION

Par arrêtés des Secrétaires d'Etat au Plan et aux Finances et aux Travaux Publics et à l'Habitat du 6 novembre 1964 (2 rejeb 1384) :

Est agréée en qualité d'Association Coopérative de Construction, l'Association Coopérative de Construction « Hadayek Ibnou Khaldoun », à Sfax, dont les statuts sont conformes aux statuts types agréés par le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat.

Est agréée en qualité d'Association Coopérative de Construction, l'Association Coopérative de Construction « El Adhala », à Sfax, dont les statuts sont conformes aux statuts types agréés par le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SECRETARIAT D'ETAT A L'INTERIEUR

AVIS

(Application des dispositions de l'article 8 du décret du 16 septembre 1902 (12 Jomada II 1320), relatif à la taxe sur la valeur locative des immeubles construits).

Le Président de la Commune de Sbeitla a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les propriétaires ou mandataires intéressés que les opérations du recensement général des immeubles construits, imposables pendant la période quinquennale 1965-1969, commenceront dans cette Commune dix jours après la publication du présent avis au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

AVIS

(Application des dispositions de l'article 17 du décret du 16 septembre 1902 (12 Jomada II 1320) et de l'article 1^{er} du décret du 26 janvier 1956 (12 Jomada II 1375), relatifs à la taxe sur la valeur locative des immeubles construits).

Le Président de la Commune de Zarzis a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les propriétaires ou mandataires intéressés que les opérations du recensement supplémentaire des immeubles construits omis au cours des recensements précédents, ou ayant cessé de rentrer dans les exemptions prévues à l'article 3 du décret du 16 septembre 1902 (12 Jomada II 1320) ou nouvellement achevés, ainsi que les locaux affectés à l'exploitation d'industries saison-